

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 142 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2857 - Prix : 1€

Éditorial

de Nathalie Arthaud

Bruits de bottes et
menaces de guerre

Mouvement contre la
réforme des retraites:
et maintenant ? *Page 3*

Prix : à qui profite la
hausse ? *Page 4*

Dépenses militaires :
préparation générale à
la guerre *Page 8*

Mayotte

La chasse aux
pauvres continue

Pages 9-10

Madagascar

La France au secours
des potentats de
l'Océan indien *Page 12*



Bruits de bottes et menaces de guerre

Lundi, ont eu lieu les commémorations du 8 mai 1945. C'était la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Europe mais pas la fin des guerres qui ont continué de faire rage dans de très nombreux pays. Depuis un an, le conflit en Ukraine montre que la guerre n'est pas une affaire passée pour l'Europe : elle fait maintenant partie de notre présent.

Longtemps, les gouvernements ont fait croire que la barbarie guerrière était derrière nous et que c'en était fini des bombardements et des tranchées, des villes rasées et des déportations de population.

La population avait eu droit au même boniment après la guerre de 14-18, qui avait été un massacre sans nom : 10 millions de morts en Europe, des millions de blessés, d'amputés, de gazés et de « gueules cassées ». 500 000 soldats tués rien qu'à Verdun pour que chaque camp retrouve, au final, les positions qu'il tenait au début de l'offensive !

L'ampleur des souffrances et des destructions était une « première » et tous les gouvernants de l'époque la présentèrent comme « la der des ders », c'est-à-dire la dernière des guerres. Vingt ans plus tard, en 1939, cela recommença !

La Deuxième Guerre mondiale rationalisa si bien l'horreur qu'elle fut la plus meurtrière de toute l'histoire. Aux 20 millions de soldats tués, s'ajoutent 40 à 60 millions de civils bombardés et affamés et 6 millions de Juifs, mais aussi des Tziganes et d'autres minorités qui périrent dans les camps d'extermination nazis. De nombreuses villes furent transformées en champs de ruines.

La Première et la Deuxième Guerres mondiales eurent fondamentalement les mêmes causes : la nécessité d'expansion des trusts capitalistes et la guerre économique qui en résulte.

Sous leurs dehors inoffensifs, la concurrence et la compétitivité sont l'expression de cette guerre économique. Les défenseurs du capitalisme nous en chantent les vertus, mais par définition, elles signifient l'affrontement entre intérêts privés. Affrontements que les États relaient avec les moyens que leur confère leur puissance économique, politique et militaire.

La guerre mondiale n'est pas une calamité apportée par tel ou tel monstre dictatorial. Elle est la prolongation de la guerre économique des trusts capitalistes pour contrôler les matières premières, les chaînes de production et s'assurer des marchés à l'échelle mondiale.

Alors oui, la Première Guerre devait inévitablement être suivie d'une Deuxième. Et la Deuxième Guerre mondiale sera suivie d'une Troisième. Il en sera ainsi tant que dominera le système capitaliste.

Les relations internationales, les alliances et les retournements d'alliance, les relations pacifiques ou guerrières ne sont pas guidées par le bonheur des peuples, la liberté ou la démocratie. Elles résultent des calculs et des rapports de force entre États et des intérêts capitalistes qu'ils représentent.

La guerre en Ukraine ne fait pas exception. Les va-t-en guerre expliquent qu'il faut défendre un petit pays agressé par son puissant voisin. Comme si l'Ukraine n'était pas le théâtre de l'affrontement entre les États-Unis et la Russie depuis au moins trente ans ! Comme si le camp impérialiste derrière l'OTAN équipait, formait et renseignait les troupes ukrainiennes de façon désintéressée !

La guerre contre la Russie de Poutine et la mise à l'index de la Chine de Xi Jinping sont les traductions politiques et militaires des rivalités économiques qui opposent ces grandes puissances entre elles. Les travailleurs n'ont à prendre parti ni pour les unes, ni pour les autres. Ils ont à se battre pour renverser ce système capitaliste qui nous condamne à l'exploitation et aux guerres.

Les États-Unis et les puissances impérialistes occidentales, dont la France, règnent sur l'ordre mondial en levant l'étendard de la paix et de la démocratie. Mais c'est un ordre où les dictatures pullulent ! C'est un ordre qui alimente en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, des guerres sans fin ! C'est un ordre qui plonge des régions entières dans le dénuement et chasse de chez eux des centaines de millions de femmes, d'hommes et d'enfants et qui les transforme en parias !

Les combats meurtriers en Ukraine ou les accrochages entre les États-Unis et la Chine rendent de plus en plus concrète la menace d'une guerre généralisée.

Tous les États s'y préparent en se réarmant à marche forcée. À nous de dire non à une nouvelle guerre impérialiste. Ce combat est indissociable du combat social que les travailleurs ont à mener contre le pouvoir d'une classe capitaliste qui, pour ses parts de marché et ses profits, est prête à plonger le monde entier dans la barbarie.

Nathalie Arthaud

Mouvement contre la réforme des retraites : et maintenant ?

Après treize journées de manifestations réussies, alors que le rejet de la réforme des retraites reste unanime dans le monde du travail, au lendemain d'un 1er Mai où l'on a vu s'exprimer la colère des opprimés et la joie de se retrouver ensemble, chacun se demande comment continuer.

Non seulement le gouvernement ne recule pas mais il prépare de nouvelles attaques. Il ne le fait pas à cause d'une quelconque surdité ou parce qu'il serait coupé des réalités et ne saurait pas comment vivent les petites gens, comme le prétendent trop facilement ses opposants politiques. Il le fait sur ordre, pour conforter les profits des grandes entreprises, pour assurer les rentes des gros actionnaires, pour tenter de

faire baisser la tête aux travailleurs et, marginalement, pour que le camp Macron affiche une victoire.

L'Intersyndicale, réunie mardi 2 mai, propose une nouvelle journée de manifestations le 6 juin, soit deux jours avant le passage à l'Assemblée d'une proposition visant à ramener l'âge de départ en retraite à 62 ans. D'ici le 8 juin, elle propose d'aller convaincre les députés de voter en ce sens à la date fatidique. C'est une fois de plus demander aux travailleurs de remettre leur sort entre les blanches mains parlementaires.

En attendant, les dirigeants des centrales syndicales retrouveraient leurs habituelles négociations, c'est-à-dire accompagner les reculs orchestrés par le gouvernement et le patronat. Il est déjà question de ré-

pondre à l'invitation de la Première ministre.

Les travailleurs ont les moyens de troubler les calculs des uns et des autres. Durant quatre mois ils ont répondu présent dans les manifestations, des centaines de milliers ont participé à des grèves. Les travailleurs ont ainsi commencé à réapprendre, à apprendre en fait pour la plupart, qu'ils font partie d'une même classe, qu'ils constituent une force, qu'ils ont des intérêts communs face à la classe capitaliste et que les institutions sont faites contre eux.

Cette conscience de classe qui se réveille, résultat et combustible de ces mois de lutte, peut et doit se renforcer dans les épreuves et les luttes qui s'annoncent.

Manifestations : face à l'autoritarisme de l'État

Pour empêcher la contestation à l'occasion des déplacements du président de la République et de ses ministres, les préfets puisent dans l'arsenal des dispositifs légaux, interprétés à leur guise, pour interdire l'usage de casseroles sur la voie publique, des rassemblements ou des manifestations. Samedi 29 avril, le préfet de police de Paris, Laurent Nuñez, a interdit une manifestation de la CGT à proximité du stade de France sous prétexte que le match entre Nantes et Toulouse aurait été à haut risque. Ils utilisent un dispositif de la loi de sécurité intérieure mise en place en novembre 2017, à la fin de l'état d'urgence imposé après les attentats de 2015. Bien sûr, le ministère de l'Intérieur lui-même, par l'intermédiaire de la directrice des libertés publiques, évoque un « détournement de la procédure » et appelle les préfets à la retenue. Mais, contre la mobilisation, l'État utilise les derniers textes de loi mis en place pour soi-disant se défendre du terro-

risme et de l'insécurité. Il en est de même de l'usage des drones pour surveiller les manifestations, autorisé par une loi promulguée en janvier 2022 et dont le décret d'application a été opportunément publié le 19 avril dernier. Le survol des manifestations du 1er Mai a parfois été partiellement suspendu, comme au Havre, ou confirmé, comme à Paris, sur décision des tribunaux administratifs.

Mais, sous prétexte d'assurer la sécurité des personnes, la loi donne à la surveillance policière des moyens supplémentaires.

L'arsenal légal s'est enrichi ces dernières années, pour permettre aux autorités de contrôler et intimider ceux qui veulent s'opposer au gouvernement et à sa politique. Et quand il est insuffisant pour vider les rues, il reste l'usage brutal de la force.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 12 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 13 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 14 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 20 MAI de 8H30 à 10H00**

Prix : à qui profite la hausse ?

« On attend que, dans les prochaines semaines, les négociations rouvrent entre les industriels et la grande distribution pour répercuter les baisses. Il faut que ça se voie dans les rayons de supermarchés », a affirmé la Première ministre, Élisabeth Borne. Mais elle se garde bien d'envisager la moindre contrainte à l'égard des industriels de l'agroalimentaire ou des géants de la distribution.

Depuis plusieurs semaines, les prix des matières premières agricoles baissent. C'est le cas de l'huile de tourne sol, du blé dur, de la crème, du blé tendre... sur les marchés de gros.

Il en va autrement pour les consommateurs. Tandis que les prix du café sur le marché international ont baissé de 16 %, le prix en rayon de certaines marques a bondi de 30 %. D'une manière générale, les prix des produits alimentaires vendus en grandes surfaces ont augmenté de 10 % depuis la fin des négociations du 1er mars entre industriels et distributeurs.

Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, s'est fendu d'un courrier les appelant à revoir les tarifs à la baisse. Autant demander à un cambrioleur de superviser l'installation d'une surveillance sur un pavillon ! La seule préoccupation des capita-

listes de l'agroalimentaire et de la distribution est la préservation, voire l'augmentation de leurs profits en faisant payer les consommateurs.

Pour faire face à la flambée des prix, les travailleurs doivent imposer au grand patronat l'indexation des salaires sur les prix. Car, tant que les capitalistes dirigent les entreprises, ils auront aussi le pouvoir de fixer les prix et de s'approprier de cette façon la plus grande part des richesses produites par les travailleurs. Il n'y a qu'une seule façon de mettre fin à ce détournement : l'expropriation des grands groupes capitalistes et leur mise sous contrôle des travailleurs.

Face à la hausse des prix, exigeons l'échelle mobile des salaires !

Le Quotidien a mené une enquête sur l'évolution des prix d'une quarantaine de produits de première nécessité chez trois marques de la grande distribution à La Réunion (Leclerc, Run Market et Carrefour) entre avril 2022 et avril 2023 et dont il a publié le résultat dans son édition du 28 avril dernier.

Il en ressort que le prix du panier concerné a augmenté de 11 %, bien au-dessus donc des 3,9 % annoncés par l'INSEE et dont se gargarisent tous les patrons dans les NAO d'entreprises pour refuser d'augmenter les salaires au même rythme que les prix.

Certains produits ont augmenté en

un an bien plus que cette moyenne, comme l'huile + 55 %, et de bien plus encore (300 % !) si on compare avec leurs prix avant l'épidémie de Covid.

Cette étude ne fait que confirmer ce que les travailleurs, les chômeurs et les retraités ressentent à chaque fois qu'ils sortent leur porte monnaie pour faire leur « bazar » à savoir que le pouvoir d'achat de leurs salaires, de leurs pensions ou de leurs allocations a fondu comme neige au soleil.

Et cela n'est pas dû à pas de chance, mais à la rapacité des patrons et capitalistes qui font flamber les prix, sans autre raison que de se remplir les poches.



Alors plus que jamais, pour arrêter de nous faire plumer, exigeons l'augmentation générale des salaires, des pensions et des allocations sociales, exigeons qu'ils augmentent au même rythme que les prix !

Non à la liberté de circulation... des profits !

En vingt ans le parc automobile a doublé à La Réunion passant de 220 000 véhicules à 475 000 aujourd'hui, avec pour résultat un coma circulatoire qui condamne les travailleurs à perdre un temps de plus en plus important dans les embouteillages en plus du temps passé à se faire exploiter.

Cette situation découle du refus des politiques réunionnais de développer les transports en commun. De ce fait, le marché du transport a été laissé en pâture aux patrons des

concessions automobiles, aux propriétaires privés de transport de personnes, aux banques, aux assurances, aux compagnies pétrolières et à l'État qui, chacun dans leur domaine, imposent aux utilisateurs de moyens de transports individuels, ou plus rarement collectifs, leurs prélèvements financiers, c'est-à-dire leurs marges bénéficiaires.

Tous ces groupements d'intérêts capitalistes ont présenté la voiture individuelle comme un gage de liberté individuelle. On peut constater au-

jourd'hui qu'il n'en est rien. C'était un piège destiné à nous faire les poches et à remplir les leurs.

La vraie réponse pour assurer la liberté de déplacement pour tous, c'est le développement des transports en commun publics, en fonction des besoins de la population et sous son contrôle, et gratuits, car débarrassés de l'obligation de rémunérer tous ces intermédiaires capitalistes qui parasitent la société !

Hausse du smic : baisse du pouvoir d'achat

Le smic a été revalorisé de 30 euros au 1er mai. Il atteint désormais 1 383 euros net par mois.

La nouvelle augmentation du salaire minimum, après celle de 24 euros au mois de janvier, montre non pas que le smic suit la hausse des prix, mais au contraire que le pouvoir d'achat des travailleurs dégringole.

Si le smic augmente c'est que, contrairement à tous les autres salaires, il y a dans la loi une hausse automatique prévue dès que la hausse de l'indice des prix, mesuré par l'Insee, dépasse 2 %. C'est un vestige du passé, quand l'ensemble des salaires étaient en partie indexés sur les prix. Aujourd'hui, cette revalorisation est bien en dessous de la hausse réelle des prix. Sur un an, la hausse moyenne a été d'environ 6 %, mais les prix de l'alimentation ont augmenté de bien plus, sans parler de ceux de l'énergie. Et puis, le smic augmentant petit à petit, il rattrape les autres salaires. Il est même en train de les dépasser car de plus en plus de branches ont désormais une grille des salaires dont le premier échelon est inférieur au smic. Sans compter les millions de travailleurs à temps partiel dont le salaire n'est qu'une fraction du smic.



Les hausses salariales accordées dans les entreprises ont été très faibles. En 2022, elles auraient été en moyenne de 5 %, ce qui est inférieur à l'inflation officielle et bien en deçà de l'augmentation du coût de la vie pour les familles ouvrières. Et, dans de nombreuses entreprises, ce que le patron a proposé aux salariés c'est 0 % d'augmentation ! Parfois en annonçant une prime de quelques centaines d'euros, parfois pas.

Du point de vue du grand patro-

nat, ce tassement des salaires est une double aubaine. Car les cotisations patronales sont presque nulles sur les salaires au niveau du smic.

L'inflation est une arme dans les mains du grand patronat contre les travailleurs. La seule défense efficace, c'est la lutte pour une véritable indexation de tous les salaires sur la hausse des prix, contrôlée par les travailleurs eux-mêmes.

CMA CGM nous fait les poches et se vante de nous faire la charité !

Dans un communiqué transmis à la presse début mai, le groupe de transport maritime CMA CGM, rappelle qu'il avait diminué le prix de ses containers de 750 € depuis janvier 2023 jusqu'en juillet prochain, et annonce prolonger cette disposition jusqu'en fin d'année 2023 « pour protéger le pouvoir d'achat des ultramarins ».

Il ajoute qu'en juillet 2022, sa Fondation CMA CGM a apporté son soutien à la Fédération Française des Banques Alimentaires et aux Restos du Coeur pour la distribution de 2 millions de repas pour lutter contre la précarité alimentaire dans l'hexagone

et en Outre-mer et que grâce à ce partenariat avec la Fondation CMA CGM, la Fédération française des Banques Alimentaires distribue 1 million de repas essentiellement en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion.

CMA CGM fait partie des entreprises capitalistes qui ont le plus profité de la crise du Covid pour faire exploser leurs prix.

Ainsi celui de ses containers est passé de 2146 euros en novembre 2020 à 14 490 euros en novembre 2021 (source TF1), soit une augmentation de 670 % ! Réduire leur prix de 750 euros lui laisse donc encore

une marge plus que confortable.

Cette compagnie est une des principales responsables de la vie chère à La Réunion, comme dans les autres départements d'Outre-mer et elle ose prétendre se préoccuper du pouvoir d'achat des Réunionnais, quelle blague !

CMA CGM a fait 23,5 milliards de bénéfices en 2022.

C'est sur cet argent volé aux consommateurs qu'il faudrait prendre pour faire baisser les prix.

Il y a 40 ans, la Région

Il y a 40 ans, le 20 février 1983, à La Réunion, comme en Martinique, en Guadeloupe et en Guyane, eurent lieu les premières élections du Conseil régional au suffrage universel, trois ans avant la Métropole. C'est à partir de ce moment, séduit par la « Décentralisation » voulue par Mitterrand, que le Parti communiste réunionnais (PCR) et son leader, aujourd'hui disparu, Paul Vergès remisèrent leur revendication de l'autonomie de La Réunion, coupant définitivement l'herbe sous les pieds de leurs camarades aux velléités indépendantistes, et accentuèrent leur politique de collaboration de classe au nom du soi-disant intérêt général de La Réunion et des Réunionnais.

En 1983, cela faisait trois ans que François Mitterrand avait été élu président de la République à la tête d'une gauche plurielle, notamment PS-PCF (qu'entre autres la LFI, le PS, le PCF voudraient nous ressusciter !)

À La Réunion, le PCR et Vergès soutinrent la candidature de Mitterrand au second tour car, « l'assemblée unique » proposée par celui-ci était un « pas significatif vers l'approfondissement de la décentralisation et de la responsabilité » (*Journal de l'île* du 10 mai 2011).

Faute d'assemblée unique, Vergès obtint le Conseil régional qui le satisfit au point qu'il y passa 33 ans dont



Imaz Press Réunion

Paul Vergès

12 ans en tant que président.

C'est d'ailleurs un dirigeant du PCR, Mario Hoarau, qui fut le premier président du tout nouveau Conseil régional, élu le 28 février 1983 au bénéfice de l'âge face au candidat de droite Pierre Lagourgue, et avec quatre vice-présidents de droite (RPR-UDF). Après quelques semaines de blocage, droite et gauche finirent par trouver un terrain d'entente pour gouverner ensemble.

C'est à cette politique d'alliance, impulsée par le PCR, qu'Huguette Bello, l'actuelle présidente PLR de Région (ex-dirigé par le PCR), a fait référence lors de la célébration de ce quarantième anniversaire en disant qu'à partir de 1983 « la culture du consensus et du dialogue entre les forces politiques s'est substituée à une période d'affrontements et de sectarisme » (*Le Quotidien* du 27 avril).

Bello comme Vergès à son époque, se félicite que la Région a

été un « acteur majeur du changement, du progrès et du développement de La Réunion » en citant, en exemple, la construction de lycées, de routes, de centres de formation, de musées et autres conservatoires régionaux.

Autant de chantiers qui ont mis les fonds publics gérés par la région à la disposition des capitalistes du BTP, du transport, etc. Ils s'en sont mis plein les poches.

En revanche, La Réunion bat des records (hormis Mayotte) de chômage, de nombre de bénéficiaires de RSA, d'illettrisme (23 % de la population), de malades du diabète, etc.

Les partis de gauche collaborent avec les exploités du monde du travail, avec les politiciens de tous bords, dans la gestion du système capitaliste en crise, pour faire supporter et accepter les sacrifices aux travailleurs.

En avoir conscience est le premier pas sur le chemin de l'émancipation.

La gauche, respectueuse de l'ordre capitaliste

Carole Delga, présidente PS de la région Occitanie, mais aussi présidente des régions de France, est venue à La Réunion à l'occasion des 40 ans d'existence de la région Réunion.

On l'a vue le 1er Mai, à côté d'Huguette Bello, entourée de militants du parti socialiste de La Réunion au départ de la manifestation de Saint-Denis.

Son objectif est de tenter de reconstruire l'union de la gauche, redonnant à son parti une l'importance

perdue après avoir mené sans discontinuer une politique au service du grand patronat quand il dirigeait le pays.

Dans cette perspective, elle trouve gênant le président de son parti, Olivier Faure, qu'elle juge trop proche de Mélenchon et elle cherche à rameuter des troupes « pour préparer les élections européennes de 2024 et l'élection présidentielle de 2027 ».

Interrogée le 27 avril au journal d'Antenne Réunion, sur ses objectifs,

elle a répondu : « J'ai un vrai projet de société de gauche où on doit savoir travailler avec tout le monde, avec les chefs d'entreprises. On doit être la gauche de la détermination, de l'égalité et certainement pas de la protestation ! ».

Les travailleurs qui manifestent depuis trois mois contre la réforme des retraites de Macron apprécieront !

Les politiciens de gauche au service des capitalistes péi

« *La Réunion, 6ème hub numérique mondial* », telle est la promesse qu'a fait miroiter le capitaliste Nassir Goulamaly à la tête du groupe Océinde et propriétaire à ce titre de Zeop, Mauvilac et Armement des Mascareignes, plus récemment co-actionnaire d'Air Austral au travers du consortium Run Air, et sur les rangs pour racheter les actifs logistiques du groupe Bolloré. Un indi-

vidu brassant des millions donc.

On ne sait pas encore si cet objectif sera atteint, mais l'inauguration du futur data center, baptisé Oméga 1, sur le site occupé avant par l'antenne Oméga à Saint-Paul, a déjà eu lieu en présence des maires du Port et de Saint-Paul.

Ce dernier a rendu ce terrain constructible pour Océinde. C'est toujours cela de moins à débours

pour son patron qui ne se satisfaisant pas de cette généreuse attention, a lancé un appel, cette fois en direction de la Région, pour qu'elle « accompagne » son projet.

Un deuxième « coup de pouce » de la part de sa présidente, ça ne se refuse pas surtout quand il s'agit de défendre les intérêts des capitalistes péi !

Premier Mai du RN : la fête du capital

Cette année, pour le 1er Mai, le Rassemblement national avait choisi de troquer le bûcher de Jeanne d'Arc pour un banquet au Havre, où Marine Le Pen a mis en scène sa rivalité avec Édouard Philippe, actuel maire de la ville, ancien Premier ministre et candidat putatif à l'élection présidentielle de 2027. D'autre part, le choix d'une ville industrielle était « un clin d'œil au monde du travail », selon Jordan Bardella, le président du RN. C'était bien sûr pure roublardise, car les discours et déclarations des dirigeants étaient aux antipodes des préoccupations et des intérêts du monde du travail.

« *On occupe la place qu'avait auparavant l'UMP* » a assuré Bardella. « *Je le dis à l'électeur de droite,*

(...) n'attendez pas et rejoignez-nous ! » Et, dans la parfaite tradition de l'extrême droite, l'héritière du château de Montretout a déroulé ses fantasmes concernant la « submersion migratoire ».

Au moment même où Le Pen évoquait ces fausses menaces, les travailleurs descendaient une fois de plus dans la rue pour s'opposer à la très réelle menace sur les retraites. Certes, Le Pen s'est prononcée en paroles pour la retraite à 62 ans. Mais elle s'est tenue bien à l'écart du mouvement en répétant : « *Le meilleur moyen de lutter contre le gouvernement, c'est de voter, c'est la seule chose qui marche.* » Eh bien, justement, non. Les travailleurs n'ont jamais rien obtenu que par leurs

luttons collectives, jamais en plaçant leur confiance dans les promesses de politiciens de droite, de gauche, a fortiori d'extrême droite.

Dans la même veine, Le Pen s'est proclamée, contrairement à Macron, seule capable d'assurer la paix sociale. C'est un engagement vis-à-vis du patronat. Car, dans cette période où la crise de l'économie capitaliste se traduit par une amputation croissante des revenus des classes populaires, par une guerre sans relâche menée par la bourgeoisie, la paix sociale signifierait la paix des cimetières en matière sociale. C'est bien l'objectif du RN. La place des travailleurs est de combattre dans la rue et dans les grèves la dictature du grand capital, que soutient le RN.

150 ans après la Commune : la haine de classe

Le 22 avril, l'Église a béatifié cinq prêtres exécutés pendant la Commune de Paris le 26 mai 1871.

L'église Saint-Sulpice de Paris était pleine pour cette cérémonie, à laquelle ont participé l'archevêque de Paris, des évêques et des membres de

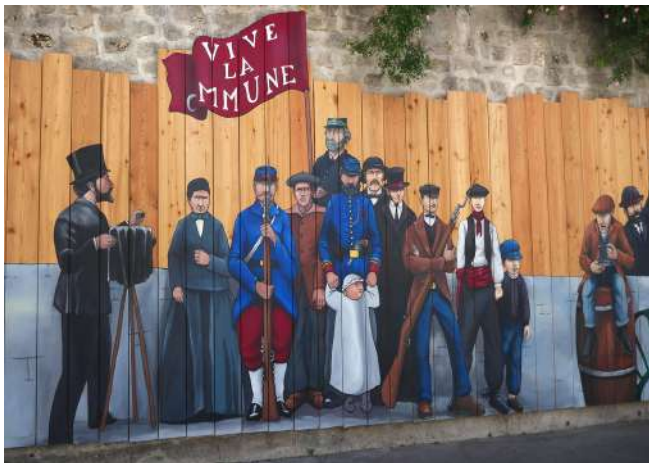
congrégations, pour rendre hommage aux victimes de ce qu'ils présentent comme le plus grand bain de sang de la Commune.

L'exécution de ces otages a été une réaction aux massacres que l'armée du gouvernement bourgeois de Thiers

perpétrait à grande échelle depuis le 21 mai. Ils firent au total 20 000 tués. La justice bourgeoise décida ensuite l'emprisonnement de 40 000 hommes et femmes dont la très grande majorité était des travailleurs. La bourgeoisie leur faisait payer ainsi l'instauration du premier pouvoir ouvrier.

Une haine de classe que, plus de 150 ans après, cette brochette de réactionnaires continue de propager contre les ouvriers révolutionnaires, ceux d'hier... et ceux d'aujourd'hui.

Flickr



Dépenses militaires : préparation générale à la guerre

L'Institut international pour la paix de Stockholm (SIPRI) a rendu le 24 avril son rapport sur l'évolution des dépenses militaires dans le monde. Sans surprise, ce rapport note en 2022 la plus forte augmentation annuelle des budgets militaires depuis trente ans en Europe.

Ces dépenses atteignent 345 milliards de dollars, en hausse de 30 % depuis 2013. Le même rapport note qu'il s'agit d'une hausse mondiale, qui touche en premier toutes les grandes puissances, les pays impérialistes en tête.

L'étude du SIPRI chiffre les dépenses militaires mondiales en 2022 à 2 240 milliards de dollars. De quoi résoudre une bonne partie des problèmes de faim, de sous-développement, de santé, etc. Ces milliards

vont tomber dans la poche des industriels du secteur, parmi lesquels des entreprises du domaine civil, comme Boeing.

Les États-Unis sont les plus dépensiers, 877 milliards de dollars, suivis par la Grande-Bretagne, la France. La frénésie gagne tous les États européens, même ceux réputés pacifistes, comme la Suède avec une augmentation de 13 % en un an, ou la Finlande dont le budget militaire augmente de 36 %.

Quant au Japon, qui se faisait fort de rester à l'écart de cette course aux armements, il est désormais entré dans la danse en consacrant, dès 2022, 1,1 % de son PIB aux dépenses militaires, et en promettant de les augmenter à l'avenir.

Bien évidemment, la Russie et la

Chine sont engagées dans cette course aux dépenses militaires, avec, officiellement déclarées, des dépenses respectives en 2022 de 86,4 milliards de dollars pour le premier (4,1 % de son PIB) et de 292 milliards pour la Chine.

Le principal intervenant de ce rapport international note : « *Nous vivons dans un monde de moins en moins sûr* », ajoutant : « *Les États renforcent leur puissance militaire en réponse à une détérioration du contexte sécuritaire, dont ils n'anticipent pas une amélioration dans un avenir proche.* » Ce qui en termes plus crus peut se traduire par : tous se préparent à la guerre, et arrosent largement leurs industriels.

Chlordécone : quand des vérités refont surface

En janvier 2023, les juges ont prononcé un non-lieu dans l'affaire du chlordécone, un pesticide jugé très dangereux et ravageur en Martinique et en Guadeloupe dont ils ont estimé que, à l'époque, la science ne pouvait prédire les conséquences de son utilisation.

Ce pesticide a été très largement répandu de 1972 à 1993 dans les bananeraies, pour lutter contre le charançon du bananier sur demande et pression des riches békés de la Martinique, dont Lagarrigue et Yves Hayot. Il a été interdit dans l'hexagone en 1990, après l'avoir été aux USA en 1975. Mais le gouvernement français, toujours très lié au lobby béké des deux îles, avait accordé une dérogation de trois ans pour les Antilles.

On a appris depuis que huit années d'archives ont mystérieusement disparu du dossier du chlordécone. Cherchez à qui profite le crime. La cellule d'investigation de Radio France a pu établir, il y a quelques jours, que des alertes de scientifiques, comme celle du professeur René Truhaut, sur la dangerosité de la molécule de chlordécone existaient

depuis 1981.

De même, elle a pu établir que la Ddass de Martinique avait été alertée sur la présence de chlordécone dans l'eau dès 1991. Pendant de nombreuses années donc, et sept ans après que la Ddass de Martinique a été au courant, la population a bu de l'eau chlordéconée.

Des scientifiques, des médecins avaient alerté notamment sur le risque de cancer et en particulier de cancer de la prostate que fait courir l'absorption du chlordécone. La Martinique et la Guadeloupe connaissent un taux de ce cancer parmi les plus élevés au monde. Les ouvriers agricoles, aussi bien hommes que femmes, en sont largement victimes. Mais l'ensemble de la population est touchée en buvant l'eau du robinet ou en mangeant les produits du sous-sol (ignames, madères, dachin, malangas, patates douces) ou les poissons du littoral.

Des responsables ont donc menti, puis ont fait disparaître des centaines d'archives pour masquer l'ampleur d'un crime de masse perpétré par l'État et les gros propriétaires békés. Ils sont protégés par la justice, qui est

leur justice. Et tout cela pour réaliser le maximum de profit.

La lutte pour l'indemnisation des victimes, en particulier les ouvriers agricoles, est renforcée de ces nouveaux arguments. La reconnaissance de l'empoisonnement au chlordécone comme maladie professionnelle en est à ses balbutiements. Ce n'est pas encore entièrement gagné mais c'est le fruit des mobilisations ouvrières et populaires, des manifestations, des protestations sous toutes leurs formes. Elles doivent se poursuivre.



Mayotte : la chasse aux pauvres continue

Vendredi 28 avril, Gérald Darmanin a affirmé que l'opération Wuambushu « continuera le temps qu'il faudra ». Mayotte, le 101^e département français, île séparée artificiellement de l'archipel des Comores, vit donc sous l'état d'exception.

1 800 gendarmes et policiers sont mobilisés en vue de la destruction en deux mois de 1 000 cases, sous prétexte d'insalubrité, de l'expulsion de milliers de clandestins et de la « lutte contre la délinquance ».

La première destruction de bidonvilles devait démarrer dans la matinée du 25 avril mais elle n'a pas eu lieu. La juge des référés du tribunal de Mamoudzou a ordonné au préfet de cesser toute expulsion et démolition, exigeant une garantie de relogement que l'État est manifestement incapable de fournir. Le gouvernement a subi un autre revers, mais cette fois du côté des expulsions. Le gouvernement de l'Union des Comores a annoncé qu'il ne laisserait pas descendre des bateaux les Comoriens expulsés qui n'ont pas de carte d'identité, ce qui est le cas de la plupart d'entre eux.

Sur l'île, les gendarmes se livrent à une véritable opération militaire. Les déplacements de leurs blindés et les manœuvres d'hélicoptères ont laissé penser à des jeunes que les gendarmes se préparaient à les expulser de leur quartier. Cela a donné lieu à plusieurs batailles rangées, une occasion de surenchérir pour des politi-



ciens. Les Comoriens sont qualifiés de cafards et le vice-président du conseil départemental de Mayotte a qualifié ces jeunes de terroristes, ajoutant : « Il faut peut-être en tuer. »

Des manifestations de soutien à l'opération Wuambushu ont eu lieu, rassemblant plusieurs milliers de personnes, traduisant le fait qu'une partie des Mahorais sont excédés par le fait que leurs terres sont occupées par des squatteurs, que leurs voitures sont vandalisées et leurs enfants rackettés. Mais cette insécurité est le fruit de la politique de l'État, de sa défaillance en matière d'infrastructures comme des expulsions de Comoriens, qui privent nombre d'enfants de leurs parents. 80 % des habitants de l'île vivent sous le seuil de pauvreté et les bidonvilles sont peu-

plés d'autant de Mahorais que de Comoriens. Mais il est plus facile pour l'État français et pour les démagogues de Mayotte d'embrigader des pauvres contre d'autres pauvres, au prétexte d'une nationalité qu'ils ont fabriquée et imposée.

La population de Mayotte est dans une impasse. Déjà de nombreux habitants ne sortent plus de chez eux, se cachent de peur de se faire arrêter ou d'être pris à partie. Pour maintenir sa présence et sa zone maritime, l'impérialisme français a construit une poudrière et l'État, sa politique, les appels aux meurtres des politiciens, la surenchère de Darmanin qui, comme le dit un Mahorais, veut remplacer Le Pen dans les cœurs, allument la mèche.

Opération infamie

Communiqué de Jean-Yves Payet pour Lutte ouvrière – La Réunion, le 24 avril.

Darmanin, le premier flic de France, a mobilisé à Mayotte un contingent de près de 2 000 policiers et gendarmes pour une vaste opération de « décasage » et d'expulsion de Comoriens considérés comme des clandestins.

L'État français aura beau faire la chasse aux pauvres et les expulser vers leur pays d'origine, il n'empêchera pas de nouvelles arrivées de

migrants à Mayotte car c'est la misère dont la France est grandement responsable qui pousse ces pauvres gens à prendre la mer au péril de leur vie. Darmanin prétend qu'il y aura des relogements. De qui se moque-t-il ? Déjà la plupart des Mahorais eux-mêmes vivent dans des conditions effroyables sans eau potable, sans électricité !

En désignant les étrangers comme

responsables de tous les maux que connaissent les Mahorais, le gouvernement de Macron attise la haine entre les Mahorais et leurs frères comoriens, et rajoute de la violence à la violence. Il tente de faire ainsi diversion pour éviter la contestation de sa politique coloniale qui a fait de Mayotte le département le plus pauvre de France. Non à l'opération Wuambushu !

Mayotte – Comores : un fossé creusé par la France

Le gouvernement justifie la destruction des bidonvilles et l'expulsion de milliers de Comoriens de Mayotte en disant qu'ils y sont en situation irrégulière. Mais cette irrégularité, c'est l'impérialisme français qui, pour conserver un point d'appui dans cette région du monde, l'a créée de toute pièce.

Les Comores ont eu une longue histoire commune jusqu'à ce que Mayotte soit colonisée par la France en 1841. Anjouan, Mohéli et Grande Comore, situées à quelques dizaines de kilomètres, ont ensuite intégré l'empire colonial français, en 1886, comme des protectorats sous la direction du gouverneur de Mayotte tandis que Mayotte gardait son statut de colonie.

Dès le début, l'impérialisme français prit soin de cultiver la division. Il amena à Mayotte jusqu'aux années 1960 argent, emplois, administration, au détriment des autres îles. Dans les années 1960, en pleine vague de décolonisation, l'État français prépara les esprits des Mahorais à la sécession, en leur faisant peur avec tout ce qu'ils perdraient en cas

d'indépendance et en s'appuyant sur des réseaux d'extrême droite qui organisaient la lutte pour « Mayotte française » contre les indépendantistes locaux.

Les résultats du référendum de 1974 furent sans surprise : 94 % des électeurs des quatre îles votèrent pour l'indépendance. Mais à Mayotte 65 % votèrent contre. Le gouvernement français organisa un deuxième référendum, île par île. Les indépendantistes locaux ayant été physiquement réduits au silence, les Mahorais restants votèrent à 98,8 % pour demeurer dans la République française.

Chaque année, de 1976 à 1994, les Comores ont revendiqué auprès de l'ONU le retour de Mayotte dans l'ensemble comorien. Chaque année, l'Assemblée générale de l'ONU a condamné la France, affirmant illégale la sécession, mais ça n'a fait ni chaud ni froid à l'impérialisme français. Pendant ces mêmes vingt années, les Comores devinrent le terrain de jeu des barbouzes et des diplomates français, paralysant toute possibilité de remettre en cause la

séparation de Mayotte et empêchant aussi tout développement économique.

L'État français a ensuite continué à creuser le fossé entre Mayotte et les Comores, en coupant systématiquement les liens, brisant les familles réparties sur les quatre îles. Un visa est obligatoire depuis 1995. Les contrôles et les expulsions se sont multipliés. Le bras de mer séparant Anjouan de Mayotte est devenu un cimetière pour des milliers de Comoriens ayant voulu fuir la misère sur des bateaux de fortune, les kwassa kwassa, cherchant à esquiver les patrouilles de gendarmerie. La départementalisation est allée dans le même sens.

Bien que la pauvreté frappe plus des trois-quarts des 300 000 habitants, Mayotte est un havre pour les familles qui crèvent de misère dans les autres îles de l'archipel. Les prétendus immigrés, ceux qui, avec tant de Mahorais, peuplent les bidonvilles, ne le sont que parce que l'impérialisme a creusé un fossé entre les îles et entre leurs habitants.

DANS LES ENTREPRISES

Grève à la mairie de Saint-Benoît

À l'appel de l'intersyndicale CGTR, FSU et CFDT, une cinquantaine d'employés communaux ont fait grève le vendredi 28 avril 2023.

Depuis l'arrivée du nouveau maire Patrick Selly, et surtout de la nouvelle Directrice Générale, les décisions de mutations se multiplient sans concertation avec les agents.

En conséquence le malaise est général : des dizaines d'ASEM ont été déplacées des écoles primaires où elles travaillaient souvent depuis des années.

Les arrêts maladies de longue durée pour dépression se multiplient,

jusqu'à une tentative de suicide sur un lieu de travail.

Si le maire a reçu une délégation de l'intersyndicale, il ne s'est pas engagé à changer quoi que ce soit dans le management brutal des employés communaux.

Ce monsieur ne comprend que le rapport de force et juge sans aucun doute qu'il n'a rien à changer tant que seule une minorité des travailleurs communaux se mobilisent contre ces comportements insupportables.

Et bien message reçu ! Seule la mobilisation de tous pourra mettre un terme à ces injustices et à cette mal-

traitance et faire que la peur change de camp !



HAÏTI

Quand Macron travestit l'histoire et insulte la mémoire des esclaves révoltés

Macron, ces derniers temps, ne peut pas faire un pas en dehors de Paris sans se faire prendre à partie par des travailleurs et des retraités en colère contre sa politique anti-ouvrière.

Il ne peut plus se déplacer sans sa garde rapprochée de gros bras, lui qui se targue de ne pas craindre le contact avec le peuple.

À court d'arguments pour justifier sa réforme des retraites pour calmer la révolte populaire, il a pris pour exemple, à l'occasion de la commémoration du 175ème anniversaire de l'abolition de l'esclavage, Toussaint

saint Louverture, un des chef de la révolte des esclaves en Haïti, alors colonie française au début des années 1800, qu'il a présenté comme un partisan malgré tout de « *l'ordre qui seul pouvait maintenir la liberté, la prospérité et le bien public* » !

En fait de liberté Toussaint Louverture, vaincu militairement par les armées de Napoléon, fut exilé en France en 1802 et enfermé au Fort de Joux dans l'est de ce pays jusqu'à ce qu'il y meure de froid et d'apoplexie l'année suivante...

Napoléon était venu à bout de Toussaint Louverture, mais pas des

esclaves d'Haïti qui continuèrent la lutte et imposèrent à la bourgeoisie colonialiste française l'indépendance de leur pays.

Alors Macron peut remballer ses leçons d'histoire, car de toute façon ce n'est ni lui, ni sa classe sociale de riches qui représentent l'avenir de l'humanité, mais les travailleurs qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes et mettront un jour à bas leur système d'exploitation de l'homme par l'homme !

Qui a du fer a du pain... et la vie sauve !

Depuis des années, la situation économique se dégrade en Haïti.

Instabilité politique, coups d'État successifs, assassinats de politiciens, exploitation inhumaine du prolétariat dans les usines appartenant surtout à des groupes américains, mais aussi à la bourgeoisie locale, salaires de misère permettant à peine de s'alimenter et ces dernières années effondrement de l'État et prise en otage de la population des quartiers par les gangs.

Ces derniers assassinent, violent, rackettent les travailleurs se rendant à leur travail, terrorisent la population sans que la police n'intervienne pour la protéger.

Cette situation a atteint les limites de l'insupportable et dernièrement les habitants de certains quartiers où les gangs faisaient jusqu'à présent la loi ont décidé de mettre fin à leurs crimes en s'ar-



mant pour les mettre hors d'état de leur nuire.

Ils s'en sont pris à trois membres de ces gangs et les ont exécutés, apportant ainsi la preuve que la peur pouvait changer de camp et qu'ils n'avaient rien à attendre de la bourgeoisie qui n'hé-

site pas utiliser ces malfrats pour venir les menacer quand ils manifestent pour l'augmentation de leurs salaires. Il démontrent ainsi qu'un avenir meilleur ne peut venir que de leurs propres luttes et initiatives et de personne d'autre !

Derrière les chiffres florissants, la dictature du capital

Selon les dernières statistiques établissant le produit intérieur brut moyen dégagé par individu dans les pays africains en 2022, l'île Maurice arrive en 2ème position (9700 € par personne) derrière les Seychelles (16 640 €). Mais derrière ces moyennes,

il y a un gouffre entre les profits des capitalistes exploitateurs et les salaires des travailleurs.

Ainsi ce Premier Mai à Maurice, les confédérations syndicales de salariés du public et du privé ont appelé les travailleurs à manifester pour que

le salaire minimal soit porté à 15 000 roupies (soit 303,5 €) alors qu'il plafonne depuis le 1er janvier dernier à 13 075 roupies (soit 261 €), une misère qui ne permet pas aux prolétaires de ce pays de faire face à leurs besoins élémentaires.

MADAGASCAR

La France au secours des potentats de l'Océan indien

Début mai se sont déroulés dans l'est de Madagascar (autour de Toamasina et sur l'île de Sainte Marie) des exercices militaires de grande ampleur, baptisés Idrongo.

Ils se sont déroulés dans le cadre de la coopération militaire entre trois pays : Madagascar, les Comores et la France.

Mais c'est bien l'État français qui dirigeait l'opération. D'ailleurs celle-ci faisait suite à l'opération Papangue qui s'était déroulée entre ces trois pays en 2022 sous sa coupe à La Réunion.

L'objectif d'Idrongo donne une claire indication sur la menace contre laquelle les trois États entraînent aujourd'hui leurs troupes. Il s'agit pour eux de « simuler une insurrection menée contre l'autorité d'un pays fictif de la zone »...

En clair les dirigeants français, comoriens et malgaches se préparent à mener la guerre contre ce qu'il est de coutume d'appeler « l'ennemi intérieur ». Cet ennemi, ce sont les pauvres, ce sont les travailleurs exploités de tous les pays !

La France montre ainsi qu'elle garde toujours, malgré les indépendances de ses anciennes colonies africaines, la main mise sur ces pays.

Quant au gouvernement malgache dirigé par Rajoelina, il vient de décider de recruter 4000 militaires supplémentaires. Il pense ainsi pouvoir se protéger de la colère populaire provoquée par sa politique de gabegie et de pillage des richesses malgaches par une minorité de prédateurs nationaux et internationaux.

À l'heure où la grande majorité du peuple malgache vit dans la misère la plus totale, ne dispose ni de l'accès à l'eau potable, ni du tout à l'égout, subit quotidiennement les coupures d'électricité faute d'investissements dans la production énergétique, manque cruellement de logements décentes et de routes carrossables, d'écoles et d'hôpitaux, ses dirigeants se gobergent dans le luxe le plus outrancier et dépensent le peu qui reste dans les caisses de l'État dans les forces de répression.

Un tel système ne mérite que de disparaître !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier
Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282

Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>